
Troisième session, vingt-neuvième Législature

Third Session, Twenty-Ninth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi 50

Bill 50

Loi modifiant le Code de procédure
civile

An Act to amend the Code of Civil
Procedure

Première lecture

First reading

M. CHOQUETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
ROCH LEFEBVRE
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1972



Projet de loi 50

Loi modifiant le Code de procédure civile

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 34 du Code de procédure civile, modifié par l'article 2 du chapitre 81 des lois de 1969 et par l'article 1 du chapitre 63 des lois de 1970, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin du second alinéa, ce qui suit: « Il en est de même lorsqu'à la suite d'un amendement à une demande portée devant la Cour provinciale, cette demande devient de la juridiction de la Cour supérieure. »

2. L'article 47 dudit Code, modifié par l'article 3 du chapitre 81 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« **47.** La majorité des juges de chaque cour, à une assemblée convoquée à cette fin par leur juge en chef, peuvent adopter, pour un ou plusieurs districts judiciaires, les règles de pratique jugées nécessaires à la bonne exécution des dispositions du présent Code. La majorité des juges de la Cour supérieure ou de la Cour provinciale nommés soit pour le district de Montréal, soit pour le district de Québec peuvent toutefois remplacer ces règles, les modifier ou les compléter par des règles particulières applicables seulement dans leur district respectif. »

Bill 50

An Act to amend the Code of Civil Procedure

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Article 34 of the Code of Civil Procedure, amended by section 2 of chapter 81 of the statutes of 1969 and by section 1 of chapter 63 of the statutes of 1970, is again amended by adding, at the end of the second paragraph, the following: "The same applies when following an amendment to a claim before the Provincial Court, such claim becomes within the jurisdiction of the Superior Court."

2. Article 47 of the said Code, amended by section 3 of chapter 81 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the first paragraph by the following:

"**47.** The majority of the judges of each court, at a meeting convened for the purpose by their chief justice, may make, for one or more judicial districts, rules of practice judged necessary for the proper carrying out of this Code. The majority of the judges of the Superior Court or of the Provincial Court appointed either for the district of Montreal or for the district of Québec may nevertheless replace, amend or complete such rules by special rules applicable in their respective districts only."

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet prévoit que lorsqu'un amendement à une demande portée devant la Cour provinciale rend cette demande de la juridiction de la Cour supérieure, le dossier doit être transmis à la Cour supérieure qui devient seule compétente à connaître du litige.

L'article 2 étend aux juges de la Cour supérieure et de la Cour provinciale nommés pour le district de Québec, en outre de ceux nommés pour le district de Montréal, le pouvoir d'adopter des règles de pratiques particulières applicables seulement dans leur district.

En vertu de l'article 3, la partie qui agit en justice sans être représentée par procureur n'est plus réputée élire domicile au greffe du tribunal.

L'article 4 oblige toute partie qui produit un acte de procédure à y mentionner son adresse.

L'article 5 permet de signifier par la poste un acte de procédure à une partie qui n'est pas représentée par procureur, en précisant que la signification peut être faite au greffe du tribunal si cette personne n'a ni domicile ni résidence connus au Québec.

L'article 6 prolonge jusqu'à dix heures du soir la période pendant laquelle la signification d'un acte de procédure peut être faite.

L'article 7 permet au tribunal de rester saisi d'une demande reconventionnelle, même s'il y a désistement de la demande principale.

L'article 8 précise qu'une défense produite lors d'une action visée à l'article 176 du Code de procédure civile doit être rédigée à la première personne et que l'affidavit l'accompagnant doit attester que les faits allégués sont vrais.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill provides that when an amendment to a claim before the Provincial Court brings such claim within the jurisdiction of the Superior Court, the record must be sent to the Superior Court, which becomes the only competent court to hear the suit.

Section 2 extends to judges of the Superior Court and of the Provincial Court appointed for the district of Québec, in addition to those appointed for the district of Montreal, power to make special rules of practice applicable only in their district.

Under section 3, the party who acts before the court without being represented by attorney is no longer deemed to elect domicile at the office of the court.

Section 4 compels any party filing a proceeding to mention his address in it.

Section 5 allows service by mail of a proceeding on a party not represented by attorney, specifying that service may be made at the office of the court if such person has no known domicile or ordinary residence in the province of Québec.

Section 6 extends until ten o'clock in the evening the period during which service of a proceeding may be made.

Section 7 allows the court to remain seized of a cross demand, even if there is discontinuance of the principal demand.

Section 8 specifies that a defence filed in a suit contemplated in article 176 of the Code of Civil Procedure must be drawn up in the first person and the affidavit accompanying it must attest that the facts alleged are true.

3. L'article 63 dudit Code est modifié:

- a)* en retranchant le premier alinéa;
- b)* en remplaçant, dans la première ligne du second alinéa, le mot « Celle » par les mots « La partie ».

4. L'article 78 dudit Code est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Toute partie qui produit un acte de procédure doit y mentionner son adresse. »

5. L'article 123 dudit Code est modifié en ajoutant à la fin, après le quatrième alinéa, le suivant:

« Lorsque le destinataire n'est pas représenté par procureur, la signification de tout acte de procédure autre que la procédure introductive d'instance peut se faire conformément à l'article 140. Si cette personne n'a ni domicile ni résidence connus au Québec, la signification peut être faite au greffe du tribunal. »

6. L'article 141 dudit Code est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot « huit » par le mot « dix ».

7. L'article 172 dudit Code est modifié en ajoutant, à la fin du second alinéa, les mots suivants: « Le tribunal reste saisi de la demande reconventionnelle, nonobstant un désistement de la demande principale. »

8. L'article 176 dudit Code est modifié:

a) en insérant, dans la première ligne du premier alinéa, après le mot « être », les mots « rédigée à la première personne et »;

b) en insérant, dans la deuxième ligne du second alinéa, après le mot « sincère », les mots « et que les faits allégués sont vrais ».

9. L'article 177 dudit Code est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

« Si le tribunal rejette la défense par suite du défaut du défendeur de se soumettre à un tel interrogatoire, le défendeur est forclos de plaider. »

3. Article 63 of the said Code is amended:

- (a)* by striking out the first paragraph;
- (b)* by replacing the words "Any person" in the first line of the second paragraph by the words "The party".

4. Section 78 of the said Code is amended by adding the following paragraph:

"Every party filing a written proceeding must mention his address therein."

5. Article 123 of the said Code is amended by adding at the end, after the fourth paragraph, the following:

"If he is not represented by attorney, service of any written proceeding other than a proceeding to institute a suit may be made in accordance with article 140. If that person has no known domicile or ordinary residence within the province of Québec, service may be made at the office of the court."

6. Article 141 of the said Code is amended by replacing the word "eight" in the second line by the word "ten".

7. Article 172 of the said Code is amended by adding, at the end of the second paragraph, the following words: "The court remains seized of the cross demand notwithstanding discontinuance of the principal demand."

8. Article 176 of the said Code is amended:

(a) by inserting after the word "be" in the first line of the first paragraph the words "drawn up in the first person and";

(b) by inserting after the word "defence" in the second line of the second paragraph the words "and that the facts alleged are true".

9. Article 177 of the said Code is amended by adding the following paragraph:

"If the court orders the defence struck from the record following default by the defendant to have such examination, the defendant is foreclosed from pleading."

En vertu de l'article 9, un défendeur est forcé de plaider si le tribunal rejette sa défense par suite de son défaut de se soumettre à un interrogatoire sur la vérité des faits allégués, dans les cas prévus à l'article 176 du Code de procédure civile.

L'article 10 permet d'inscrire pour enquête et audition devant un protonotaire ou un protonotaire adjoint désignés par le juge en chef du tribunal et autorisés par arrêté en conseil toutes les actions autres que les demandes en séparation de corps ou en annulation de mariage lorsqu'il y a défaut de comparaître ou de plaider.

L'article 11 est un article de concordance par suite de l'adoption de la Loi concernant les régimes matrimoniaux (1969, chapitre 77).

L'article 12 précise que les rôles d'audience sont préparés en tenant compte de la date de l'introduction de l'instance et, le cas échéant, des règles de pratique, qui peuvent exiger la production d'un certificat d'état de cause.

En vertu de l'article 13, l'avis d'enquête et d'audition donné par une partie est remplacé par un avis expédié par le protonotaire aux parties et à leurs procureurs au moins quinze jours et pas plus de trente jours avant la date fixée pour l'enquête et l'audition. Cet avis est expédié par la poste ou, si les circonstances l'exigent, par tout autre moyen autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 14 permet à un huissier d'exécuter un mandat d'amener décerné contre un témoin défaillant.

En vertu de l'article 15, lorsque dans une cause susceptible d'appel, l'état physique ou mental d'une personne qui est partie au litige ou victime du délit y donnant lieu est mis en question, une partie peut assigner à ses frais cette personne par bref de subpoena pour qu'elle se soumette à un examen médical. La personne assignée peut exiger que des experts de son choix assistent à l'examen et elle peut aussi demander au tribunal d'annuler ou de modifier le contenu du bref, pour des raisons jugées valables. L'article précise, en outre, qu'un juge peut, sur demande, ordonner un autre examen médical, aux frais du requérant.

L'article 16 autorise le tribunal à ordonner à une institution hospitalière de communi-

Under section 9, a defendant is foreclosed from pleading if the court orders the defence struck from the record following his default to have an examination on the truth of the facts alleged in the cases provided for in article 176 of the Code of Civil Procedure.

Section 10 permits the inscription for proof and hearing before a prothonotary or assistant prothonotary designated by the chief justice of the court and authorized by order in council all actions other than actions for separation from bed and board or in nullity of marriage when there is a default to appear or plead.

Section 11 is a concordance section following the passing of the Act respecting matrimonial regimes (1969, chapter 77).

Section 12 specifies that the rolls for hearing are prepared by taking into account the date of the institution of the suit and, as the case may be, the rules of practice which may require the filing of a certificate of the state of the proceedings.

Under section 13, notice of proof and hearing given by a party is replaced by a notice sent by the prothonotary to the parties and their attorneys at least fifteen days and not more than thirty days before the date fixed for proof and hearing. This notice is sent by mail, or if circumstances require it, by any other means authorized by the Lieutenant-Governor in Council.

Section 14 permits a bailiff to execute a warrant for arrest issued against a defaulting witness.

Under section 15, when in a case susceptible of appeal, the physical or mental condition of a person who is a party to the litigation or a victim of the offence which has given rise to the action is questioned, a party may summon that person at his expense by writ of subpoena to have a medical examination. The person summoned may require that experts chosen by him attend the examination and he may also request that the court quash or amend the content of the writ, for reasons considered valid. The section also specifies that a judge may, on motion, order another medical examination, at the applicant's expense.

Section 16 authorizes the court to order a hospital to communicate to a party the

10. L'article 195 dudit Code est modifié en ajoutant, à la fin du premier alinéa, après le mot « tribunal », les mots « ou, s'il ne s'agit pas d'une demande en séparation de corps ou en annulation de mariage, devant le protonotaire ou un protonotaire adjoint désignés par le juge en chef du tribunal et autorisés à cette fin par arrêté en conseil ».

11. L'article 257 dudit Code est modifié en retranchant le paragraphe 4.

12. L'article 276 dudit Code est modifié en ajoutant, dans la dernière ligne du premier alinéa, après le mot « chef », les mots « en tenant compte de la date de l'introduction de l'instance et en tenant compte, le cas échéant, des règles de pratique, qui peuvent prévoir l'obligation de produire un certificat d'état de cause attestant que la cause est prête pour l'enquête et l'audition ».

13. L'article 278 dudit Code est remplacé par le suivant:

« **278.** Sous réserve des règles de pratique, le protonotaire expédie aux parties en cause et à leurs procureurs un avis de la date fixée pour l'enquête et l'audition au moins quinze jours et pas plus de trente jours avant celle-ci. Cet avis est expédié par la poste ou, si les circonstances l'exigent, par tout autre moyen autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil. »

14. L'article 284 dudit Code est modifié en ajoutant, à la fin du premier alinéa, ce qui suit: « Le mandat d'amener décerné en vertu du présent article peut être exécuté par un huissier. »

15. L'article 399 dudit Code, modifié par l'article 8 du chapitre 81 des lois de 1969, est remplacé par les suivants:

« **399.** Dans toute cause susceptible d'appel, lorsqu'est mis en question l'état physique ou mental d'une personne, partie à un litige ou victime du délit qui y a donné lieu, une partie peut assigner à ses frais cette personne par bref de subpoena pour qu'elle se soumette à un examen

10. Article 195 of the said Code is amended by adding at the end of the first paragraph, after the word "court", the words "or, if it is not an action for separation from bed and board or in nullity of marriage, before the prothonotary or an assistant prothonotary designated by the chief justice of the court and authorized for that purpose by order in council."

11. Article 257 of the said Code is amended by striking out subparagraph 4.

12. Article 276 of the said Code is amended by adding after the word "justice" in the last line of the first paragraph the words "by taking into account the date of the institution of the suit and, as the case may be, the rules of practice, which may provide for the obligation to file a certificate of the state of the proceedings attesting that the case is ready for proof and hearing."

13. Article 278 of the said Code is replaced by the following:

"**278.** Subject to the rules of practice, the prothonotary sends to the parties and their attorneys a notice of the date fixed for proof and hearing at least fifteen days and not more than thirty days before proof and hearing. Such notice is sent by mail or, if the circumstances require it, by any other means authorized by the Lieutenant-Governor in Council."

14. Article 284 of the said Code is amended by adding, at the end of the first paragraph, the following: "The warrant for his arrest issued under this article may be executed by a bailiff."

15. Article 399 of the said Code, amended by section 8 of chapter 81 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

"**399.** In any case susceptible of appeal, when there is in issue the physical or mental condition of any party or of the victim of the offence which has given rise to the action, a party may summon at his expense such party by writ of *subpoena* to have a medical examination. Such writ

quer à une partie le dossier médical d'une personne dont le décès a donné lieu à une poursuite en vertu de l'article 1056 du Code civil.

L'article 17 oblige une partie qui désire produire le rapport d'un témoin expert à déposer ce rapport au greffe du tribunal au moins dix jours avant la date de l'audition et à donner avis de ce dépôt à la partie adverse dans le même délai.

L'article 18 permet à un juge admis à la retraite alors qu'il a pris une cause en délibéré, de rendre jugement dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de son admission à la retraite.

L'article 19 précise que les motifs des jugements doivent être exprimés de façon concise. Il autorise, en outre, le juge en chef d'un tribunal ou un juge désigné par ce dernier à signer la minute de tout jugement prononcé à l'audience par un juge de ce tribunal qui est décédé, devenu incapable ou a été admis à la retraite avant d'avoir signé la minute de ce jugement.

En vertu de l'article 20, le juge qui revise l'évaluation faite par l'officier saisissant des meubles meublants, des ustensiles et autres objets d'utilité courante laissés au débiteur peut ordonner, s'il juge que la valeur de ces biens n'atteint pas \$1,000, qu'on permette au débiteur de reprendre parmi les biens saisis ceux requis pour combler la différence entre la valeur des biens laissés au débiteur et la somme de \$1,000.

Les articles 21 à 23 sont des articles de concordance, qui rendent les dispositions du Code de procédure civile en harmonie avec celles de la Loi des dépôts et consignations.

L'article 24 précise qu'une copie de l'affidavit requis pour obtenir un bref de saisie avant jugement doit accompagner ce bref lorsqu'il est signifié au défendeur.

En vertu de l'article 25, lorsque les propriétaires d'héritages contigus conviennent du bornage et d'un arpenteur, le consentement au bornage signé par ces propriétaires peut tenir lieu de la mise en demeure prévue à l'article 762 du Code de procédure civile, pourvu qu'il contienne les éléments que devrait contenir la mise en demeure.

medical record of a person whose death gave rise to an action under article 1056 of the Civil Code.

Section 17 obliges a party who wishes to file the report of an expert witness to deposit such report at the office of the court at least ten days before the date of hearing and to give notice of such deposit to the opposite party within the same delay.

Section 18 enables a judge who has retired when he has taken a case under advisement, to render judgment within the ninety days following the date of his retirement.

Section 19 specifies that the reasons for judgments must be expressed concisely. It also authorizes the chief justice of a court or a judge designated by him to sign the judgment rendered in open court by a judge who has died, become unable to act or retired before signing the judgment.

Under section 20, the judge who revises the valuation made by the officer seizing household furniture, utensils and other things of general use left to the debtor may order, if he considers that the value of such property does not reach \$1,000, that the debtor may take from among the seized property that required to cover the difference between the value of the property left to the debtor and the amount of \$1,000.

Sections 21 to 23 are concordance sections which make the provisions of the Code of Civil Procedure concord with those of the Deposit Act.

Section 24 specifies that a copy of the affidavit required to obtain a writ of seizure before judgment must accompany such writ when it is served upon the defendant.

Under section 25, where the owners of contiguous immoveables agree to have the boundaries determined and on the choice of a surveyor, the agreement to have the boundaries determined may replace the putting in default provided for in article 762 of the Code of Civil Procedure, provided that it contains the elements which should be contained in the putting in default.

médical. Ce bref doit indiquer le lieu, le jour et l'heure où la personne assignée doit se présenter, de même que les noms des experts chargés d'effectuer l'examen; il doit être signifié au moins dix jours avant la date fixée pour l'examen, avec avis au procureur de la personne assignée.

Si la personne examinée le désire, des experts de son choix peuvent assister à cet examen.

Le juge peut toutefois, sur requête, pour des raisons jugées valables, annuler un bref délivré en vertu du présent article ou en modifier le contenu.

« **399a.** Lorsqu'une personne s'est soumise à un examen médical conformément à l'article 399, le juge peut, sur demande, ordonner à cette personne de se soumettre à un autre examen médical par un ou plusieurs experts désignés par le requérant, aux frais de ce dernier.

Cet examen est fait à la date, à l'endroit et dans les conditions fixés par le jugement qui l'ordonne et, si la personne examinée le désire, en présence d'experts de son choix. »

16. L'article 400 dudit Code est modifié en insérant, dans la quatrième ligne, après le mot « autorisé », les mots « ou dont le décès a donné lieu à une poursuite en vertu de l'article 1056 du Code civil ».

17. Ledit Code est modifié en insérant, après l'article 402, le suivant :

« **402a.** Une partie qui désire produire le rapport d'un témoin expert doit déposer ce rapport au greffe du tribunal au moins dix jours avant la date de l'audition et donner avis de ce dépôt à la partie adverse dans le même délai. »

18. L'article 464 dudit Code, modifié par l'article 9 du chapitre 81 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, après le second alinéa, le suivant :

« Par ailleurs, si un juge est admis à la retraite alors qu'il a pris une cause en délibéré, il peut rendre jugement dans cette cause dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date de son admission à la

must indicate the place where, and the day and hour when the party summoned must attend and the names of the experts entrusted with making the examination; it must be served at least ten days before the date fixed for the examination, with a notice to the attorney of the party summoned.

If the person examined so wishes, experts chosen by him may attend such examination.

The judge may however, on motion, for reasons considered valid, quash a writ issued under this article or amend its content.

« **399a.** When a person has a medical examination in accordance with article 399, the judge may, on motion, order such person to have another medical examination by one or more experts designated by the applicant, the examination, at his expense.

The examination is held on the date, at the place and under the conditions determined in the judgment which orders it, and, if the person examined so wishes, in the presence of experts chosen by him. »

16. Article 400 of the said Code is amended by inserting after the word "authorized" in the fourth line the words "or whose death gave rise to an action under article 1056 of the Civil Code."

17. The said Code is amended by inserting after article 402, the following :

« **402a.** A party who wishes to file the report of an expert witness must deposit such report at the office of the court at least ten days before the date of the hearing and give notice of such deposit to the opposite party within the same delay. »

18. Article 464 of the said Code, amended by section 9 of chapter 81 of the statutes of 1969, is again amended by adding after the second paragraph the following :

"Moreover, if a judge has retired when he has taken a case under advisement, he may render judgment in such case within the ninety days following the date of his retirement; the first two paragraphs apply

retraite; les deux premiers alinéas ne s'appliquent qu'à l'expiration de ce délai, si le juge n'a pas alors rendu jugement. »

19. L'article 471 dudit Code est modifié

a) en ajoutant à la fin, après le mot « décision », les mots « exprimés de façon concise »;

b) en ajoutant ensuite l'alinéa suivant:

« En cas de décès, d'incapacité ou de retraite d'un juge après qu'il ait prononcé un jugement à l'audience et avant qu'il ait signé la minute de ce jugement, le juge en chef de ce tribunal ou un juge désigné par ce dernier peut signer cette minute. »

20. L'article 552 dudit Code, modifié par l'article 10 du chapitre 80 des lois de 1969, est de nouveau modifié en ajoutant, à la fin du troisième alinéa, après le mot « juge », les mots suivants: « ; si ce dernier juge que la valeur des meubles meublants, des ustensiles et autres objets d'utilité courante laissés au débiteur n'atteint pas \$1,000, il peut ordonner de permettre au débiteur de choisir et de reprendre parmi les biens semblables qui ont été saisis ceux requis, suivant l'évaluation qu'il a faite, pour combler la différence entre cette valeur et la somme de \$1,000 ».

21. L'article 702 dudit Code est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots « du ministère des finances » par les mots « des dépôts et consignations ».

22. L'article 717 dudit Code est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot « shérif » par les mots « ministre des finances ».

23. L'article 729 dudit Code est remplacé par le suivant:

« **729.** Quinze jours après la date du jugement d'homologation, le ministre des finances paie à qui de droit les deniers prélevés, conformément à la Loi des dépôts et consignations. »

only upon the expiry of such delay, if the judge has not then rendered judgment."

19. Article 471 of the said Code is amended:

(a) by adding after the word "reasons" in the sixth line the words "expressed concisely";

(b) by then adding the following paragraph:

"When a judge dies, is unable to act or retires after he has rendered judgment in open court and before he has signed such judgment, the chief justice of such court or a judge designated by him may sign such judgment."

20. Article 552 of the said Code, amended by section 10 of chapter 80 of the statutes of 1969, is again amended by adding at the end of the third paragraph after the word "judge", the following words: " ; if such last mentioned judge considers that the value of the household furniture, utensils and other things of general use left to the debtor does not reach \$1,000, he may order that the debtor may choose and take from among the similar property seized that required, according to the valuation made by the judge, to cover the difference between such value and the amount of \$1,000".

21. Article 702 of the said Code is amended by replacing the words "Finance Department" in the fourth line by the word "Deposit".

22. Article 717 of the said Code is amended by replacing the word "sheriff's hands" in the fifth line by the words "hands of the Minister of Finance".

23. Article 729 of the said Code is replaced by the following:

"**729.** Fifteen days after the date of the judgment of homologation, the Minister of Finance pays the moneys levied to the parties thereto entitled in accordance with the Deposit Act."

24. L'article 736 dudit Code est modifié en insérant, dans la deuxième ligne du second alinéa, après le mot « signifié », les mots « avec une copie de l'affidavit ».

24. Article 736 of the said Code is amended by inserting after the word "served" in the second line of the second paragraph the words "with a copy of the affidavit".

25. L'article 762 dudit Code est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

25. Article 762 of the said Code is amended by adding at the end the following paragraph:

« Si les propriétaires d'héritages contigus conviennent du bornage et d'un arpenteur, la mise en demeure prévue au premier alinéa peut être remplacée par un consentement au bornage signé par ces propriétaires et contenant les éléments que devrait contenir la mise en demeure dont il tient lieu. »

"If the owners of contiguous immovables agree to have the boundaries determined and on the choice of a surveyor, the putting in default provided for in the first paragraph may be replaced by an agreement to have the boundaries determined signed by such owners and containing the elements which should be contained in the putting in default that it replaces."

26. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

26. This act shall come into force on the day of its sanction.